

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Département du HAUT-RHIN
Arrondissement d'ALTKIRCH
Nombre de membres élus : 59
Membres en fonction : 59

SEANCE du 05 mars 2020 – 19h00

Approb convention d'objectifs 2020 – Maison des Adolescents
Délibération n° C20200301

Sous la présidence de Monsieur Pierre SCHMITT

Et sur invitation en date du 27 février 2020

Sont présents 39 membres titulaires
Sont absents 20 membres
- Dont suppléés : 01
- Dont représentés : 05

Votants : 45
- Dont « pour » : 44
- Dont « contre » : 01
Dont abstentions : 0

COMMUNE	NOM	Prénom	Qualité	Présent(e)	Suppléé(e)	Absent(e) Excusé(e)	Représenté(e)
ALTENACH	LAMERE	Jean-Luc	Titulaire/M	X			
BALLERSDORF	BOLORONUS	Bernard	Titulaire/M	X			
	BUEB	Jean	Titulaire/A	X			
BALSCHWILLER	SCHNOEBELEN	Jean-Marie	Titulaire/M	X			
	JACOBBERGER	Thierry	Titulaire/A	X			
BELLEMAGNY	BILGER	Christian	Titulaire/M	X			
BERNWILLER	SCHITTLY	Philippe	Titulaire/M	X			
	DITNER <i>Procuration</i>	Mathieu	Titulaire/A	X			
	ROTH	Jean-Luc	Titulaire/A			X	
BRECHAUMONT	GUITTARD	Franck	Titulaire/M		X		
BRETEN	PFANTZER	Pascal	Titulaire/M	X			
BUETHWILLER	BRINGEL	Eric	Titulaire/M	X			
CHAVANNES-sur-l'ETANG	GASSMANN	Vincent	Titulaire/M	X			
	BOURQUARD	Chantal	Titulaire/A	X			
	MUMBACH <i>Procuration</i>	Paul	Titulaire/M	X			
	STROH	Dominique	Titulaire/A	X			
	GAUGLER	Yvan	Titulaire/A			X	
	LENA	Laurette	Titulaire/CM	X			
	DEMICHEL	Hugues	Titulaire/A			X	MUMBACH Paul
	HUG	Frédéric	Titulaire/CM			X	
DIEFMATTEN	BAUR	Roger	Titulaire/M	X			
EGLINGEN	SCHMITT	Pierre	Titulaire/M	X			
ELBACH	SCHACHERER	Emmanuel	Titulaire/M	X			
ETEIMBES	CONRAD	Yves	Titulaire/M	X			
FALKWILLER	SCHNOEBELEN	Jean-Marc	Titulaire/M	X			
FRIESEN	GEIGER	Claude	Titulaire/M	X			
FULLEREN	CLORY <i>Procuration</i>	Patrick	Titulaire/M	X			
GILDWILLER	SCHNOEBELEN	Gabriel	Titulaire/M	X			
GOMMERSDORF	NASS	Denis	Titulaire/M	X			
GUEVENATTEN	SCHITTLY	Bernard	Titulaire/M	X			
HAGENBACH	BACH	Guy	Titulaire/M	X			
	ROCHEREAU	Philippe	Titulaire/A	X			
HECKEN	GENTZBITTEL	Claude	Titulaire/M	X			
HINDLINGEN	SAHM	Paul	Titulaire/M			X	
LARGITZEN	SCHLOESSLEN	Jean-Jacques	Titulaire/M			X	
MAGNY	MENETRE	Didier	Titulaire/M	X			
MANSPACH	DIETMANN	Daniel	Titulaire/M			X	
MERTZEN	WININGER	José	Titulaire/M			X	CLORY Patrick
MONTREUX-JEUNE	HERRGOTT	Michel	Titulaire/M	X			
	TRABOLD	André	Titulaire/M			X	ULMANN Fabien
MONTREUX-VIEUX	BARBIER	Françoise	Titulaire/A			X	GISSINGER François
MOOSLARGUE	SOMMERHALTER	Pascal	Titulaire/M			X	
	FRISCH	Jean-Rodolphe	Titulaire/M			X	
PFETTERHOUSE	HEYER	Morand	Titulaire/A	X			
RETZWILLER	GISSINGER <i>Procuration</i>	François	Titulaire/A	X			
ROMAGNY	LEWEK	Denis	Titulaire/M	X			
SAINT-COSME	WIES	Joël	Titulaire/M			X	

SAINT-ULRICH	MURER	Jean-Paul	Titulaire/M			X	
SEPPOIS-le-BAS	BURGY	Claude	Titulaire/M			X	
	LEBUS	Marie-Paule	Titulaire/A			X	
	PONCET	Stéphane	Titulaire/CM			X	
SEPPOIS-le-HAUT	ULMANN <i>Procurator</i>	Fabien	Titulaire/M	X			
STERNENBERG	SUTTER	Bernard	Titulaire/M			X	DITNER Mathieu
STRUETH	MATHIEU	Jean-Jacques	Titulaire/M	X			
TRAUBACH-le-BAS	BISCHOFF	Jean-Claude	Titulaire/M			X	
TRAUBACH-le-HAUT	RINNER	Pierre	Titulaire/M	X			
UEBERSTRASS	LEY	Bernard	Titulaire/M	X			
VALDIEU-LUTRAN	LACHAUSSEE	Florent	Titulaire/M	X			
WOLFERSDORF	JUD	Claude	Titulaire/M	X			

DELIBERATION N° C20200301
Pôle ACTION SOCIALE/Sces à la POPULATION
APPROBATION CONVENTION d'OBJECTIFS 2020
Maison des Adolescents (MDA)

Vu la délibération n° C20190703 du 11 juillet 2019 du Conseil Communautaire approuvant la convention constitutive relative à la création d'une antenne sundgauvienne de la Maison des Adolescents du Haut-Rhin ;

Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatif aux subventions allouées d'un montant annuel supérieur à 23 000€ devant faire l'objet d'une convention d'objectif ;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir une convention d'objectifs avec le GIP Maison des Adolescents du Haut-Rhin ;

Vu les explications du Président ;

Le Conseil Communautaire, après délibération par 44 voix pour, 01 voix contre et 0 abstention :

- **APPROUVE** la convention d'objectifs établie avec le GIP Maison des Adolescents du Haut-Rhin telle qu'annexée ;
- **AUTORISE** le Président ou son représentant à signer la présente convention telle qu'annexée et tous documents y afférents.

Pour extrait certifié conforme
DANNEMARIE, le 06 mars 2020
Le Président, Pierre SCHMITT

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.
Acte rendu exécutoire le :



CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
avec le GIP Maison des adolescents du Haut-Rhin

Entre

La Communauté de Communes Sud Alsace Largue, représentée par Monsieur Pierre SCHMITT, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Communautaire du 30 mars 2017 désignée sous le terme « Communauté de Communes », d'une part,

Et

Le GIP Maison des Adolescents du Haut-Rhin représentée par M. Alain COUCHOT, Président, et désignée sous le terme « le GIP », d'autre part. Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par le GIP à savoir : **fonctionnement d'une antenne Sundgauvienne de la Maison des Adolescents du Haut-Rhin**, conformément à son objet statutaire.

Considérant l'intérêt public local de ce projet,

Considérant que le programme d'actions ci-après présentée par le GIP participe de cette politique.

Article 1^{er}

Objet de la convention

Par la présente convention, le GIP s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions suivant, comportant les obligations mentionnées à l'annexe I, laquelle fait partie intégrante de la convention :

Accueillir, évaluer, accompagner et orienter les adolescents (12 – 25 ans) et leurs familles habitant le Sundgau et être réseau de ressources pour les professionnels du territoire accompagnant les adolescents

Dans ce cadre, la communauté de communes contribue financièrement à ce service.
La communauté de communes n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2

Durée de la convention

La convention est conclue au titre de l'année 2020.

Article 3

Conditions de détermination du coût de l'action

3.1. Le coût total de fonctionnement estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est évalué à 88 070 € conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe II.

3.2. Le coût total estimé éligible annuel du programme d'actions est fixé à l'annexe II. Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action.
Le budget prévisionnel du programme d'actions indique le détail des coûts éligibles à la contribution financière de la collectivité, établis en conformité avec les règles définies à l'article 3.3, et l'ensemble des produits affectés.

Page 319

Communauté de Communes SUD ALSACE LARGUE Délibération n° C20200301

Article 7

Autres engagements

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le GIP, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer la collectivité sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le GIP s'engage faire la promotion de la collectivité en apposant sur tout document relatif aux actions subventionnées le logo de la collectivité dans le respect de sa charte graphique.

Article 8

Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le GIP sans l'accord écrit de la collectivité, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La collectivité en informe le GIP par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9

Evaluation

Le GIP s'engage à fournir, au terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions dans les conditions précisées en annexe III de la présente convention.

La collectivité procède, conjointement avec le GIP, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt général [de l'intérêt local pour les collectivités territoriales conformément aux [articles L 2121-29, L 3211-1 et L 4221-1 du code général des collectivités territoriales](#)].

Article 10

Contrôle de la collectivité

La collectivité contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'exécute pas le coût de la mise en œuvre du service.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la collectivité, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. Le GIP s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 11

Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle de l'article 10.

Article 12

Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la collectivité et le GIP. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Page 319

Communauté de Communes SUD ALSACE LARGUE Délibération n° C20200301

Envoyé en préfecture le 10/03/2020

Reçu en préfecture le 10/03/2020



3.3. Les coûts à prendre en compte sont les coûts occasionnés par le programme d'actions conformément au dossier de demande de subvention présenté par le GIP. Ils comprennent notamment tous les coûts directs et indirects.
Affiché le : 068-200066033-20200305-C202003_1-DE

- liés à l'objet du programme d'actions et sont évalués en annexe ;
- nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
- raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- engendrés pendant le temps de la réalisation du programme d'actions
- dépensés par « le GIP » ;
- identifiables et contrôlables ;

3.4. Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1 ne doit pas affecter la réalisation du programme d'actions et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1. Le GIP notifie ces modifications à la collectivité par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1^{er} juillet de l'année en cours.

Article 4

Conditions de détermination de la contribution financière

La collectivité contribue pour l'année 2020 financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 6 344 € par voie de subvention.

Cette somme est équivalente à 7.20% du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

Article 5

Modalités de versement de la contribution financière

La collectivité verse la totalité de la somme au cours du 2^{ème} trimestre de l'année 2020.

La contribution financière sera créditée au compte du GIP selon les procédures comptables en vigueur.

Le RIB du GIP est annexé à la présente demande.

Article 6

Justificatifs

Le GIP s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les collectivités ;

Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre la collectivité et l'association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;

- les comptes annuels
- le rapport d'activité.

Page 419

Communauté de Communes SUD ALSACE LARGUE Délibération n° C20200301

Article 13

Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 14

Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Le

Le

Pour le GIP :
Le Président, Alain COUCHOT

Pour la Collectivité
Le Président, Pierre SCHMITT

Page 419

Communauté de Communes SUD ALSACE LARGUE Délibération n° C20200301

ANNEXE 1

LE PROGRAMME D'ACTIONS OU L'ACTION

Obligation :

Le GIP s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions suivant comportant des obligations à permettre la réalisation du service visé à l'article 1^{er} de la convention :

1. Action : assurer le fonctionnement d'une antenne sundgauvienne de la maison des adolescents du Haut-Rhin

	Coût global du programme d'action	Montant subvention de la communauté de commune Sud Alsace Largue	Taux de Co-financement de la communauté de communes Sud Alsace Largue	Somme des financements publics affectés au projets
	88 070 €	6344 €	7.20 %	88 070 €

a) Objectifs :

- accueillir, évaluer, accompagner et orienter les adolescents (12 – 25 ans) et leurs familles habitant le Sundgau
- être réseau de ressources pour les professionnels du territoire accompagnant les adolescents

b) Public visé :

- Les adolescents de 12 à 15 ans
- Les familles

c) Localisation :

- Le Sundgau comprenant le territoire de la CC Sud Alsace Largue et la CC Sundgau

d) Moyens mis en œuvre : outils, démarche :

L'équipe de l'antenne sundgauvienne est composée de 11 professionnels (infirmière, infirmière scolaire, psychologues, sage-femme, médecin psychiatre, éducateur spécialisé, conseillère en insertion professionnelle, conseillère en économie sociale et familiale) mis à disposition gracieusement ou rémunérés par la MDA68. C'est la MDA qui fait l'acquisition du mobilier et du petit électroménager et de l'ensemble du matériel informatique pour équiper les locaux.

BUDGET GLOBAL DU PROGRAMME D'ACTIONS
BUDGET 2020

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES : CHARGES		PRODUITS : CHARGES	
00 - Achats	2 800	00 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	400	01 - Subventions et produits de fiscalité	88 070
Autres fournitures	2 400	02 - Subventions d'équipement	
		03 - (prévoir les amortissements) dépenses de services décaissements sollicités et "en page"	
01 - Services extérieurs	0		68 100
Locaux			
Entretien et réparation		Conseils Régionaux	
Assurance			
Documentation			
02 - Autres services extérieurs	95 270	Conseils Départementaux (aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	76 600		
Publicité, publicité	500	Communes, communautés de communes ou agglomérations	
Dépassements, missions	3 160	CC SUD ALSACE LARGUE	6 344
Services bancaires, autres	4 870	CC SUD ALSACE LARGUE	11 426
03 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération		Quantités sociales (CAF, etc. autres)	
Autres impôts et taxes		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
04 - Charges de personnel	0	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Rémunération des personnels		Aides prévues (fondation)	
Charges sociales		Autres équipements publics	
Autres charges de personnel		05 - Autres produits de gestion courante	6
05 - Autres charges de gestion courante		06 - Cotisations	
		07 - Dons manuels - Médical	
06 - Charges financières		08 - Produits financiers	
Charges exceptionnelles		09 - Produits exceptionnels	
07 - Charges exceptionnelles		10 - Reprises sur amortissements et provisions	
08 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		11 - Transfert de charges	
09 - Recettes sur les bénéfices (BS) Participation des salariés			
		CHARGES IMPUTÉES REPARTIES AFFECTÉES AU PROJET	RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES AU PROJET
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	96 070	TOTAL DES PRODUITS	88 070
Excédent prévisionnel (déficit)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
06 - Emprunt des contributions volontaires en nature		07 - Contributions volontaires en nature	
08 - Dons en nature		08 - Bénévoles	
09 - Mise à disposition gratuite de biens et services		09 - Prestations en nature	
10 - Prestations			
11 - Personnel bénévole		10 - Dons en nature	
TOTAL	6	TOTAL	0
La subvention sollicitée de 6344 €, objet de la présente demande représente 7.22% du total des produits du projet (montant sollicité sur le budget) x 100.			

ANNEXE 2

INDICATEURS D'ÉVALUATION
ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION

Indicateurs quantitatifs:

Indicateurs	Objectifs 2020
nombre de jeunes suivis	
nombre de parents rencontrés	
nombre d'entretiens réalisés	

Indicateurs qualitatifs :

Indicateurs	Objectifs 2020
- Recensement des actions collectives	
- Identification des points de force et des difficultés de l'antenne sundgauvienne	